



PREFECTURE DE L'EURE

**Arrêté n° D1B1/11/515 mettant en demeure la société SYNOVA
pour son site situé sur la commune de TILLIERES SUR AVRE de respecter les
prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2008**

**La préfète de l'Eure
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU :

Le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du Livre V,

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 janvier 2004,

L'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2008,

Le rapport de l'inspection des installations classées du 3/10/2011 relatif à la visite d'inspection réalisée le 21 septembre 2011,

Le courrier de l'inspecteur des installations classées du 4 octobre 2011 informant l'exploitant de la proposition de mise en demeure concernant les irrégularités constatées,

CONSIDERANT :

Qu'il a été constaté le non respect de :

➤ **L'article R512-33 du code de l'environnement** : Une deuxième ligne d'extrusion a été installée par l'exploitant, dans son site, sans en informer le préfet, ce qui a entraîné une modification notable de son installation

➤ **Des articles suivants de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2008**

➔ article 3.4.2. : l'exploitant ne réalise aucune analyse de ses rejets aqueux,

➔ article 3.3.4. : les rejets aqueux ne sont pas réalisés par l'intermédiaire d'ouvrages conformes,

➔ article 3.3.8. : les eaux de refroidissement ne circulent pas en circuit fermé alors que le délai de mise en conformité de deux ans est échu.

Qu'en conséquence il y a lieu de faire application des dispositions prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture :

ARRETE

Article 1^{er} –

En application de l'article R 514-1 du code de l'environnement, la société SYNOVA, dont le siège social est situé Espace Baron Lacour à TILLIERES SUR AVRE, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2008 suivantes :

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'article R512-33 du code de l'environnement relatif à l'information du préfet en cas de modification notable des installations,
- dans un délai d'un mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'article 3.4.2. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2008 relatif à la mise en place d'un programme d'autosurveillance,
- dans un délai de 6 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les articles 3.3.8 et 3.3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 avril 2008 respectivement relatifs à la mise en circuit fermé des eaux de refroidissement et à la mise en conformité des ouvrages des rejets aqueux.

Article 2 –

Faute de se conformer à la présente mise en demeure, et indépendamment des poursuites pénales, l'exploitant est passible des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement.

Article 3 –

Conformément à l'article L 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. A compter de la notification du présent arrêté, le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant.

Article 4 –

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le maire de TILLIERES SUR AVRE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par voie administrative et dont copie sera adressée à l'inspecteur des installations classées (DREAL – UT de l'Eure).

EVREUX, le 11 OCT. 2011
La Préfète
Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général


Alain FAUDON